



# Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

Distr. générale  
29 janvier 2014  
Français  
Original: anglais

**Conseil du commerce et du développement**  
**Commission du commerce et du développement**  
**Réunion d'experts pluriannuelle sur les produits de base**  
**et le développement**  
**Sixième session**  
Genève, 9-10 avril 2014  
Point 3 de l'ordre du jour provisoire

## **Le point sur les marchés de produits de base: évolution récente, problèmes nouveaux et mesures de politique générale propres à favoriser une croissance équitable et un développement durable fondés sur les produits de base**

**Note du secrétariat de la CNUCED**

### *Résumé*

La présente note d'information examine l'évolution récente des principaux marchés de produits de base et analyse les facteurs ayant contribué aux fluctuations des prix des produits de base en 2013. En règle générale, les prix des produits de base ont reculé et se sont stabilisés en comparaison avec les années précédentes. Ils sont toutefois restés élevés par rapport aux tendances observées à long terme. L'amélioration des conditions météorologiques et de bonnes récoltes ont fait diminuer les prix des denrées alimentaires, qui avaient atteint un sommet durant l'été 2012. Les prix des métaux communs ont suivi une tendance à la baisse, essentiellement sous l'effet conjugué de l'abondance de l'offre et des incertitudes entourant la reprise économique mondiale. Selon les prévisions, le prix moyen annuel de l'or enregistrera probablement sa première baisse en treize ans avant la fin de 2013.

La note aborde également certaines questions liées à l'évolution récente des marchés mondiaux de produits de base et formule des recommandations susceptibles d'aider les pays en développement tributaires de ces produits à parvenir à un développement durable et à une croissance équitable. En particulier, elle propose des moyens d'action appropriés pour assurer la sécurité alimentaire dans les pays vulnérables, des politiques axées sur la teneur en éléments locaux pour promouvoir le développement général des pays en développement riches en ressources et des mesures de politique générale propres à favoriser un développement énergétique durable.

GE.14-50088 (F) 120314 140314



\* 1 4 5 0 0 8 8 \*

Merci de recycler 



## Introduction

1. Au paragraphe 208 de l'Accord d'Accra, le Conseil du commerce et du développement a été chargé d'instituer une réunion d'experts pluriannuelle sur les produits de base et le développement. L'Accord d'Accra a été confirmé au paragraphe 17 du Mandat de Doha.

2. La présente note d'information analyse l'évolution des marchés de produits de base au cours des dix premiers mois de 2013, en mettant l'accent sur les prix et leurs déterminants. Les trois principaux groupes de produits de base visés sont: a) les produits agricoles – denrées alimentaires, boissons tropicales, oléagineux, huiles d'origine végétale et matières premières agricoles; b) les minéraux, les minerais et les métaux; et c) les sources d'énergie – pétrole, gaz, charbon et énergies renouvelables.

3. La note aborde également certaines questions clefs liées à l'évolution récente des marchés et formule des recommandations susceptibles d'aider les pays en développement tributaires des produits de base à parvenir à un développement durable et à une croissance équitable, l'accent étant mis sur les mesures de politique générale visant à améliorer la sécurité sanitaire et à favoriser la création de valeur ajoutée et un développement énergétique durable.

## I. Évolution récente des marchés de produits de base

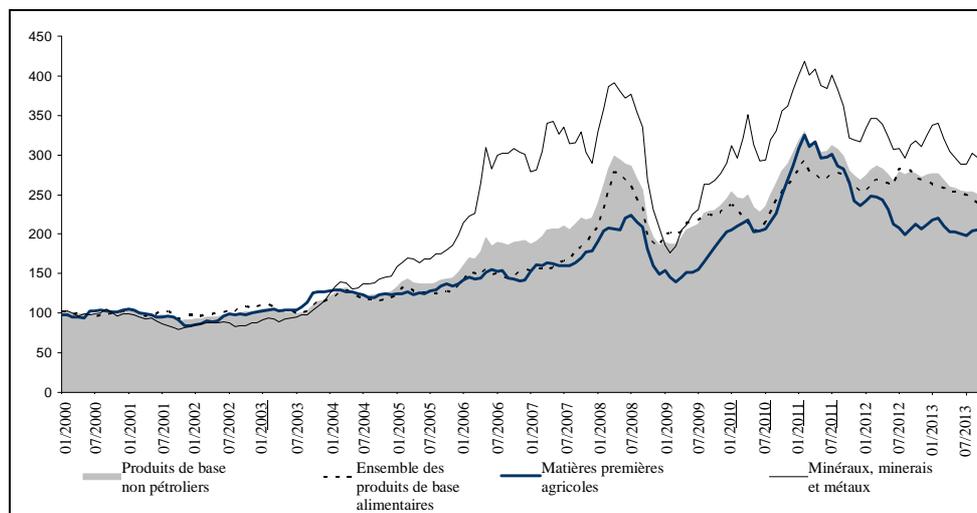
### A. Aperçu général

4. Au cours des dix premiers mois de 2013, les prix des produits de base autres que le pétrole ont diminué, bien que de manière différente selon le groupe de produits (fig. 1). L'indice des prix nominaux des produits de base non pétroliers<sup>1</sup> établi par la CNUCED a régulièrement diminué, reculant de 9,4 % entre janvier et septembre 2013. Il a légèrement augmenté en octobre 2013, sous l'effet du redressement des prix des denrées alimentaires (principalement du blé et du sucre), des oléagineux et des huiles d'origine végétale (notamment l'huile de palme). Malgré la baisse enregistrée durant les dix premiers mois de 2013, l'indice est resté élevé par rapport à son évolution à long terme, en particulier dans la première moitié des années 2000.

---

<sup>1</sup> L'indice des prix nominaux des produits de base non pétroliers établi par la CNUCED concerne les sous-groupes suivants de produits de base: denrées alimentaires, boissons tropicales, oléagineux et huiles d'origine végétale, matières premières agricoles, minéraux, minerais et métaux.

Figure 1  
**Indices des prix de certains groupes de produits de base, janvier 2000-octobre 2013**  
 (2000=100)



Source: Base de données UNCTADStat.

5. De janvier à octobre 2013, les marchés de produits agricoles ont été caractérisés par une baisse des prix et par une instabilité moindre qu'au cours des années précédentes. L'indice des prix de la CNUCED établi pour l'ensemble des produits de base alimentaires<sup>2</sup> a chuté de 8,7 % entre janvier et septembre 2013, grâce aux bonnes récoltes de céréales, avant de légèrement se redresser en octobre 2013. À la fin de la campagne agricole 2013/14, les marchés de céréales afficheront fort probablement un excédent de production estimé à environ 40 millions de tonnes, après trois campagnes consécutives de déficit de production. À court et à moyen terme, à moins de très mauvaises conditions météorologiques, les prix des produits agricoles poursuivront leur tendance à la baisse, tendance qui sera accentuée par la reconstitution des stocks.

6. Dans le cas des marchés de métaux communs, les prix ont fluctué de manière irrégulière au cours des dix premiers mois de 2013<sup>3</sup>. Ainsi, en janvier et février 2013, l'indice des prix de la CNUCED établi pour les minéraux, les minerais et les métaux<sup>4</sup> a augmenté, face aux signes d'une reprise économique mondiale, mais il s'est régulièrement replié au cours des mois qui ont suivi, sous l'effet de la baisse des prix des principaux métaux communs. Alors qu'il était de 340,5 points en février 2013, l'indice a chuté de 15,3 % pour atteindre 288,5 points en juin de la même année. La baisse enregistrée était principalement attribuable à la faiblesse de la demande résultant d'une croissance économique mondiale moins énergique que prévue, à l'essoufflement de la croissance en Chine, grand pays consommateur de métaux. Cette baisse s'est produite au moment où l'offre de plusieurs produits de base appartenant à cette catégorie a été dopée par les importants investissements réalisés dans la foulée de l'envolée des prix des produits de base. En raison d'une croissance plus rapide du secteur manufacturier chinois, l'indice est toutefois remonté à 301,6 points en août 2013 avant d'osciller autour de 298 points dans les deux mois suivants.

<sup>2</sup> L'indice des prix de la CNUCED établi pour l'ensemble des produits de base alimentaires concerne les sous-groupes suivants: denrées alimentaires, boissons tropicales, oléagineux et huiles d'origine végétale.

<sup>3</sup> Les métaux communs incluent le fer, l'aluminium, le cuivre, le plomb, le nickel, l'étain et le zinc.

<sup>4</sup> L'indice des prix de la CNUCED établi pour les minéraux, les minerais et les métaux concerne le cuivre, l'aluminium, le minerai de fer, le nickel, le plomb, le zinc, l'étain, la roche phosphatée, le manganèse et le minerai de tungstène. L'or ne figure pas dans cet indice.

7. Le marché des métaux précieux a quant à lui été orienté à la baisse en 2013. Le cours de l'or, par exemple, a chuté de 23 % entre janvier et juillet 2013 pour différentes raisons, notamment les préoccupations soulevées par la réduction du programme de rachat d'actifs de la Réserve fédérale des États-Unis et les importantes sorties d'investissement des fonds indiciels cotés. Les inquiétudes suscitées par la crise syrienne et la paralysie du Gouvernement des États-Unis d'Amérique ainsi que les incertitudes entourant le programme de relance des États-Unis ont fait fluctuer le cours de l'or entre juillet et octobre 2013.

8. Les prix du pétrole, du gaz naturel et du charbon ont évolué différemment durant les dix premiers mois de 2013. Le cours du pétrole brut est resté élevé en raison de divers facteurs, tels que les risques géopolitiques au Moyen-Orient et en Afrique du Nord et les perturbations de l'offre dans certains pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP). Les prix du gaz naturel ont continué à diverger considérablement d'une région à une autre. Aux États-Unis, premier producteur de gaz naturel du monde en 2012, le cours du gaz naturel s'est redressé après avoir atteint son niveau le plus bas en 2012, grâce principalement à l'amélioration des fondamentaux du marché. En revanche, le marché du charbon thermique transporté par voie maritime s'est replié, l'abondance de l'offre pesant lourdement sur les prix.

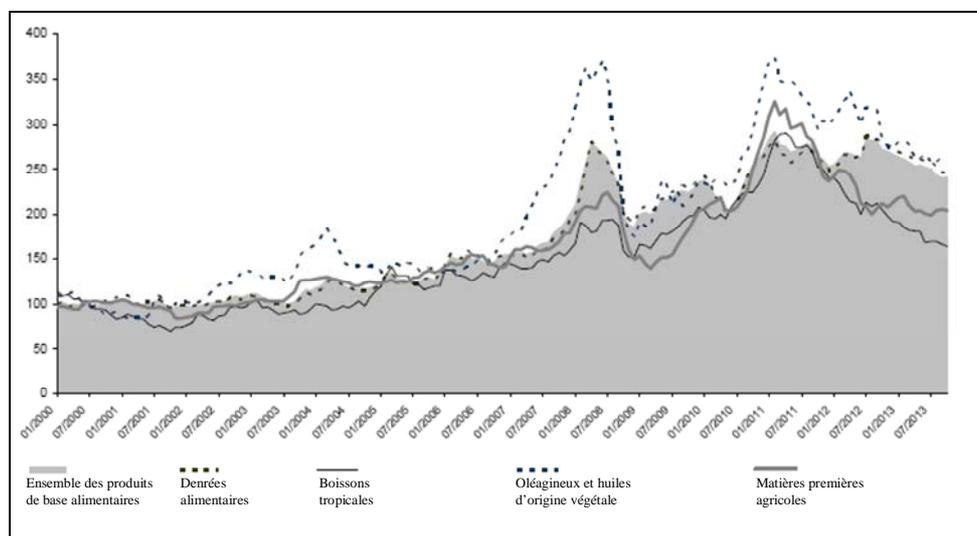
## B. Évolution des principaux secteurs de produits de base

### 1. Denrées alimentaires et produits agricoles

9. Les conditions météorologiques défavorables de l'été 2012 ont fait grimper les prix des principales céréales. Sous l'effet de l'augmentation de la production agroalimentaire mondiale, en particulier de céréales, les prix des produits agricoles ont ensuite baissé et affiché une moins grande instabilité que durant les années antérieures (fig. 2).

Figure 2

**Indices des prix de certains groupes de denrées alimentaires et de produits agricoles, janvier 2000-octobre 2013**  
(2000=100)



Source: Base de données UNCTADStat.

10. De janvier à septembre 2013, l'indice des prix des aliments établi par la CNUCED a accusé une tendance baissière, chutant de 8,7 %. Cependant, en octobre 2013, en raison de la flambée des prix de certains produits agroalimentaires (dont le blé et le sucre), l'indice

a gagné environ 2 points par rapport au chiffre de 245 points qu'il affichait en septembre. Il restait tout de même inférieur (8 %) à la valeur affichée en janvier 2013. Les prix des céréales ont quant à eux poursuivi en 2013 la baisse amorcée au second semestre de 2012. Alors qu'il atteignait 382 dollars des États-Unis la tonne en septembre 2012, le cours du blé avait baissé de 18 % un an plus tard, pour se situer à 313 dollars. En raison des préoccupations concernant les récoltes de la région de la mer Noire et de l'Argentine affectées par un manque de précipitations, le prix du blé s'est redressé à 334 dollars la tonne en octobre 2013. Le prix du maïs a pour sa part chuté de 37 % par rapport au sommet historique de 334 dollars la tonne atteint en juillet 2012; il s'élevait à 211 dollars la tonne en octobre 2013. Il y a tout lieu de penser que les attentes concernant une croissance soutenue de la production mondiale de blé et de maïs maintiendront les prix des céréales à la baisse jusqu'à la fin de la campagne agricole actuelle. Dans une mise à jour effectuée en novembre 2013, le Conseil international des céréales a estimé que la production mondiale de blé et de maïs atteindrait 698 millions de tonnes et 950 millions de tonnes, respectivement, à la fin de la campagne 2013/14.

11. Sur le marché du riz, après s'être stabilisé autour de 580 dollars la tonne en 2012, le prix du riz thaïlandais – l'indice de référence en Asie – est orienté à la baisse depuis le début de 2013. Il a ainsi diminué de 21 % depuis janvier 2013, pour atteindre 453 dollars la tonne en octobre de la même année, son niveau le plus bas depuis février 2008. La chute du cours du riz a été impulsée par le bon niveau des stocks mondiaux et par l'écoulement d'une partie des stocks publics de la Thaïlande par le Gouvernement<sup>5</sup>. Le commerce du riz est resté dynamique, grâce surtout aux expéditions en provenance des principaux pays exportateurs (comme la Thaïlande et le Cambodge) et à la forte demande de la Chine. Le Myanmar, premier exportateur de riz au début des années 1960, a récemment annoncé son intention de faire concurrence aux pays qui sont actuellement les principaux exportateurs de riz. Le Gouvernement de ce pays a élaboré de nouvelles politiques commerciales grâce auxquelles il compte plus que doubler ses expéditions de riz d'ici à 2015<sup>6</sup>.

12. Le prix du sucre a reculé de 11 % depuis janvier 2013, atteignant 16,84 cents la livre en juillet 2013, sous l'effet d'un excédent de production et du retrait des fonds spéculatifs qui étaient placés sur le marché à terme du sucre. Le cours est cependant reparti à la hausse à compter du mois d'août, pour atteindre 18,66 cents la livre en octobre 2013 en raison de divers facteurs, dont la baisse de production de sucre enregistrée au Brésil après les fortes pluies qui ont frappé les régions productrices de canne à sucre et interrompu les récoltes; une hausse de la demande de sucre, en particulier en Chine et en Indonésie; le raffermissement du real brésilien; et une certaine augmentation des activités des fonds d'investissement.

13. Les prix des oléagineux et des huiles d'origine végétale ont diminué fin 2012 et début 2013 et ont fluctué par la suite. Ainsi, après avoir atteint 320 points en août 2012, l'indice des prix de la CNUCED établi pour ces produits a plongé de 18,7 %, se situant à 260 points en avril 2013, tiré par les prix du soja, de l'huile de soja et de l'huile de palme. Au cours de cette période, les prix du soja et de l'huile de soja ont baissé de 28 et 13 %, respectivement, conséquence des bonnes récoltes dans les principaux pays producteurs de soja et d'une croissance plus faible de la demande en Chine et dans l'Union européenne. Parallèlement, le cours de l'huile de palme a reculé de 16 % sous l'effet de l'abondance de

<sup>5</sup> Le Gouvernement thaïlandais a commencé à écouler une partie des stocks de riz nantis à des fins d'exportation et a l'intention d'exporter quelque 8 à 10 millions de tonnes de riz l'an prochain. *The Nation*, 2013, Government focuses on G2G deals to boost rice exports, 18 octobre, disponible à l'adresse: <http://www.nationmultimedia.com/business/Govt-focuses-on-G2G-deals-to-boost-rice-exports-30217376.html> (consultée le 21 janvier 2014).

<sup>6</sup> Suwannakij S., 2013, Rice bowl plan brings Myanmar back to the future, *Bloomberg News*, 28 novembre, disponible à l'adresse: <http://www.bloomberg.com/news/2013-11-27/rice-bowl-plan-brings-myanmar-back-to-the-future-southeast-asia.html> (consultée le 28 novembre 2013).

l'offre en Malaisie et en Indonésie, premiers producteurs d'huile de palme du monde. Entre mai et juillet 2013, les marchés des oléagineux et des huiles d'origine végétale sont restés relativement stables. Entre juillet et septembre 2013, les prix du soja et de l'huile de soja ont progressé de 9 et 3 %, respectivement, en raison d'un manque de précipitations dans le Middle West des États-Unis et dans certaines importantes régions productrices du Brésil, et de la forte demande de la Chine. En octobre 2013, le prix de l'huile de palme a augmenté de 5 %, tandis que les prix du soja et de l'huile de soja ont reculé de 2 et 4 %, respectivement. Ces fluctuations témoignent de la concurrence entre les prix de l'huile de soja et de l'huile de palme résultant de leur substituabilité dans la production de denrées alimentaires et de combustibles.

14. Au cours des dix premiers mois de 2013, le marché des boissons tropicales est généralement resté orienté à la baisse en raison des chutes significatives des prix du café et du thé. L'indice des prix des boissons tropicales établi par la CNUCED a diminué de 14 % depuis janvier 2013, atteignant 164 points en octobre. En revanche, le prix des fèves de cacao a augmenté entre juin et octobre 2013, après avoir connu quelques fluctuations durant le premier semestre.

15. S'agissant du marché du café, le prix indicatif composé établi par l'Organisation internationale du café a continué à plonger par rapport à son niveau record de 228 cents la livre, enregistré en mai 2011. En 2013, ce prix a ainsi reculé de 21 %, passant de 135,4 cents la livre en janvier à 107 cents la livre en octobre, son niveau le plus bas depuis avril 2009. Cette baisse soutenue du cours du café suit en grande partie l'évolution du cours de la variété arabica<sup>7</sup>, qui a diminué de 26 % entre janvier et octobre 2013 en raison de la hausse prévue des rendements au Brésil, le plus grand producteur d'arabica du monde, et de la demande léthargique dans les pays traditionnellement consommateurs de café. Pendant ce temps, le prix du café robusta résistait mieux, fléchissant seulement de 15 %. Le marché mondial du café est resté bien approvisionné, la production de la campagne 2012/13 ayant été estimée à 145,2 millions de sacs, soit une hausse de 9,8 % par rapport à l'année précédente<sup>8</sup>. On peut donc s'attendre à de nouvelles baisses de prix sur le marché du café.

16. Pour ce qui est du marché du thé, le prix du thé de Mombasa a plongé de 35 % de janvier à octobre 2013, pour atteindre 222 cents le kilogramme, en raison de la faiblesse de la demande de certains des principaux pays importateurs, comme l'Égypte et le Pakistan, par suite de troubles sociaux et politiques.

17. La baisse continue des prix du café et du thé va certainement peser sur les activités des petits agriculteurs dans quelques-uns des principaux pays producteurs. Cette situation est particulièrement préoccupante compte tenu des coûts élevés des intrants, notamment de la main-d'œuvre, des engrais et du pétrole.

18. Sur le marché du cacao, les prix ont fluctué entre 97,7 et 106,4 cents la livre entre janvier et mai 2013. Cette instabilité des prix est attribuable à l'instabilité de l'offre, en particulier en Côte d'Ivoire et au Ghana après une période de temps sec et chaud, et à l'incertitude entourant la demande des principaux pays consommateurs. Le prix du cacao a commencé à se redresser en juin 2013, augmentant de 20 % pour atteindre 123,9 cents la livre en octobre 2013, impulsé par la demande croissante du secteur de la fabrication du chocolat en Europe et en Amérique du Nord. L'amélioration prévue, quoique lente, des perspectives économiques des principales zones de consommation soutiendra probablement la demande de cacao dans les mois à venir.

---

<sup>7</sup> Le café arabica s'entend ici de la variété arabica du Brésil et d'autres variétés naturelles de café arabica.

<sup>8</sup> Selon les estimations de l'Organisation internationale du café (voir, par exemple, le Rapport mensuel de la situation du marché du café pour novembre 2013).

19. L'indice des prix de la CNUCED établi pour les matières premières agricoles s'est redressé fin 2012 et début 2013, tiré par la hausse des prix du caoutchouc naturel, des grumes de bois tropicaux et du coton. Par la suite, suivant une baisse de 24,5 % du prix du caoutchouc enregistrée entre février et juillet 2013, l'indice est passé de 220 points à 198 points au cours de la même période. Le marché du caoutchouc naturel est fortement tributaire de la demande du secteur chinois de la fabrication de pneumatiques<sup>9</sup>. La chute du prix du caoutchouc naturel enregistrée au cours du premier semestre de 2013 a principalement été imputée au ralentissement de l'économie chinoise observé au cours de la même période. Le secteur manufacturier chinois s'est cependant redressé à partir du second semestre de 2013, ce qui a dopé la demande de caoutchouc. Ainsi, le prix du caoutchouc naturel est passé de 2 471,40 dollars la tonne en juillet 2013 à 2 657,70 dollars la tonne en septembre 2013, avant de se replier à 2 560,70 dollars la tonne le mois suivant devant l'abondance de l'offre.

20. S'agissant du marché du coton, la campagne 2012/13 a été marquée par une faible instabilité. Au cours du premier trimestre de 2013, l'indice A, Cotton Outlook, a augmenté de 10,5 % entre janvier et mars 2013, atteignant alors 94,45 cents la livre. Cette tendance a été soutenue par différents facteurs, comme les préoccupations concernant un meilleur équilibre entre l'offre et la demande en dehors de la Chine, ce pays ayant continué à constituer des réserves, et, dans une certaine mesure, les activités des fonds spéculatifs sur la New York Mercantile Exchange. L'indice est toutefois tombé à 92,68 cents la livre en avril 2013, en raison principalement de la liquidation des positions spéculatives. Il a ensuite légèrement fluctué entre 92,62 cents et 93,08 cents la livre jusqu'en août 2013. L'équilibre entre l'offre et la demande conjugué à un niveau approprié de stocks expliquent cette stabilité des prix. Le cours du coton s'est replié à partir du mois d'août, atteignant 89,35 cents la livre en octobre 2013 sous l'effet de l'augmentation de l'offre dans l'hémisphère nord. Le marché du coton restera à l'avenir sensible à la politique que la Chine adoptera à l'égard de ses stocks, étant donné les importantes réserves de coton de l'État<sup>10</sup>.

## 2. Minéraux, métaux et minerais

21. Sur les marchés des métaux communs, l'évolution des prix dépend principalement de facteurs tels que la rapidité avec laquelle la nouvelle offre est effective ainsi que les perspectives économiques des grandes économies comme l'Union européenne, les États-Unis et la Chine. Plus précisément, puisque la Chine représente près de la moitié de la demande mondiale de métaux, ses perspectives de croissance sont étroitement surveillées par les acteurs du marché.

22. L'indice des prix des minéraux, minerais et métaux établi par la CNUCED<sup>11</sup> est passé de 311 points en novembre 2012 à 341 points en février 2013, avant de chuter à 289 points en juin et juillet 2013 (fig. 3). Cette baisse est attribuable à plusieurs facteurs, tels que le fléchissement de la demande induit par la fragile reprise économique mondiale, l'incertitude

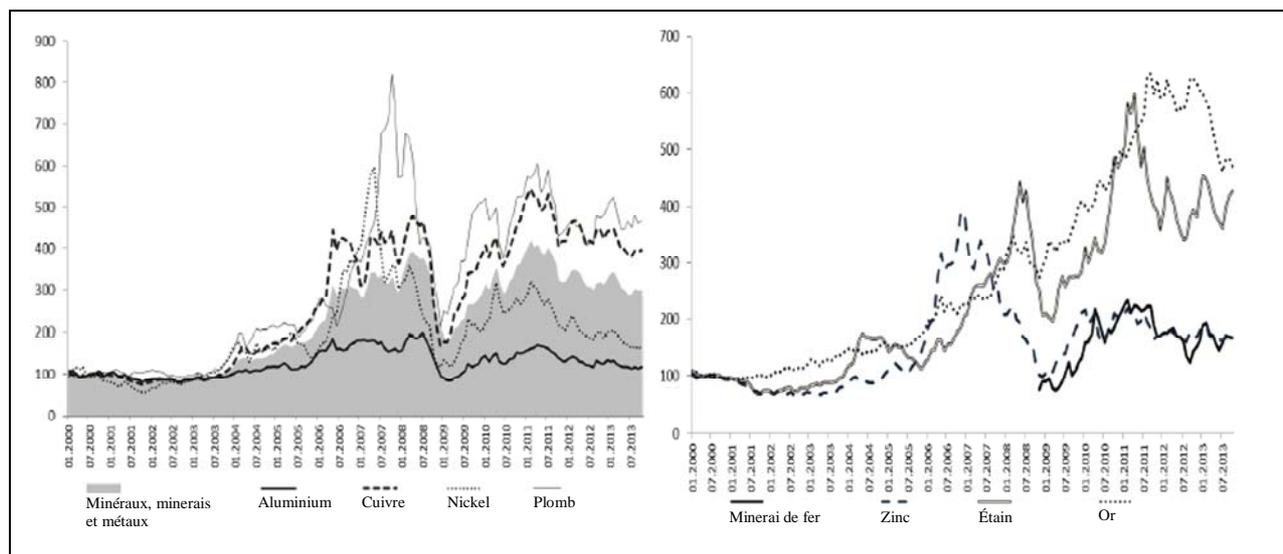
<sup>9</sup> Selon les estimations, la Chine consomme environ le tiers de la production mondiale de caoutchouc naturel, environ 70 % de cette consommation étant affectée au secteur de la fabrication de pneumatiques.

<sup>10</sup> D'après le Comité consultatif international du coton, on estime que les réserves nationales de coton de la Chine s'élèvent à près de 9 millions de tonnes à la fin de juin 2013, soit environ 50 % des stocks mondiaux à la fin de la campagne 2012/13, chiffre qui devrait atteindre près de 60 % un an plus tard. (Voir Comité consultatif international du coton, 2013, *The cotton supply and demand variables*, 1<sup>er</sup> juillet, disponible à l'adresse: <https://www.icac.org/Press-Release/2013/PR-14>, consultée le 22 janvier 2014.)

<sup>11</sup> L'indice des prix de la CNUCED établi pour les minéraux, minerais et métaux concerne le cuivre, l'aluminium, le minerai de fer, le nickel, le plomb, le zinc, l'étain, la roche phosphatée, le manganèse et le minerai de tungstène. L'or ne figure pas dans cet indice.

macroéconomique régnant dans la zone euro et les changements structurels conjugués à l'essoufflement de la croissance en Chine, en particulier dans le secteur immobilier. Réagissant aux signes de reprise économique observés en Chine, l'indice s'est ensuite redressé à 302 points en août 2013 avant de fluctuer autour de 298 points en septembre et octobre 2013 en raison de l'abondance de l'offre de plusieurs métaux communs.

Figure 3  
Indices des prix de certains métaux, janvier 2000-octobre 2013  
(2000=100)



Source: Base de données UNCTADStat.

23. À la Bourse des métaux de Londres, le cours du cuivre a suivi la tendance générale observée pour le marché mondial des métaux communs en 2013. Sous l'effet des prévisions optimistes sur la reprise économique aux États-Unis et en Chine, le prix du cuivre est passé de 7 694 dollars à 8 070 dollars la tonne entre novembre 2012 et février 2013. Une croissance plus faible que prévue dans les principaux pays consommateurs de cuivre, conjuguée à une offre excédentaire, a fait reculer ce prix à 6 896 dollars la tonne en juillet 2013. Le cours du cuivre s'est toutefois redressé en août 2013 face aux signes indiquant une reprise de la croissance chinoise, ce pays représentant près de 40 % de la demande mondiale de cuivre.

24. Les prix de l'aluminium, du nickel et du zinc ont suivi une évolution comparable à celle du cours du cuivre. Après s'être redressés au début de 2013, les prix de l'aluminium et du zinc ont tous les deux diminué de 14 % entre février et juillet 2013. Dans le même temps, le prix du nickel, matière première essentielle à la production d'acier inoxydable, chutait de 21 %, pour atteindre son niveau le plus bas depuis quatre ans, soit 642 cents la livre, en juillet 2013<sup>12</sup>. Une offre excédentaire chronique, des stocks élevés et une demande érodée par le ralentissement de la croissance économique mondiale ont contribué à faire baisser le cours de l'aluminium, ce qui a eu des répercussions diverses sur les entreprises extractives. Par exemple, Rusal, un des principaux producteurs d'aluminium, a dû fermer des usines non rentables en 2013.

<sup>12</sup> Cette période de quatre ans allait d'août 2009 à juillet 2013.

25. Le marché mondial du plomb, élément clef des batteries au plomb-acide, a fluctué au cours des dix premiers mois de 2013. Le prix du plomb est reparti à la hausse au début de 2013, atteignant 2 376 dollars la tonne en février face aux signes de relance économique aux États-Unis, deuxième plus grand consommateur de plomb du monde. Le cours du plomb a ensuite chuté de 15 %, pour se situer à 2 028 dollars la tonne en mai 2013, sous l'effet de l'accroissement de l'offre. La production mondiale de plomb affiné a augmenté de 5,8 % au cours des cinq premiers mois de 2013 par rapport à la période correspondante en 2012<sup>13</sup>. De juin à octobre 2013, le cours du plomb a oscillé entre 2 049 dollars et 2 174 dollars la tonne sous l'effet des fluctuations de la demande de plomb affiné dans un climat de reprise économique mondiale faible et instable.

26. Le cours de l'étain a quant à lui diminué de 21 %, passant de 24 651 dollars à 19 583,50 dollars la tonne entre janvier et juillet 2013, en raison essentiellement de la faiblesse de la demande et d'un déstockage par l'Indonésie, le premier exportateur d'étain du monde. Le prix s'est par la suite redressé pour atteindre 23 123 dollars la tonne en octobre 2013. Cette soudaine hausse de prix a été associée à la nouvelle politique commerciale appliquée fin août par l'Indonésie et selon laquelle tous les lingots d'étain devaient être échangés sur une bourse nationale avant d'être exportés. Les nouveaux règlements ont provoqué une contraction des exportations d'étain, affectant l'offre mondiale et faisant monter le cours de ce métal.

27. Le prix du minerai de fer a pour sa part poursuivi au début de 2013 la hausse amorcée au cours du dernier trimestre de 2012, passant de 99,50 dollars la tonne en septembre 2012 à 155 dollars la tonne en février 2013. La reconstitution des stocks par les sidérurgistes chinois, les problèmes de production et d'expédition liés aux mauvaises conditions météorologiques et l'interdiction par l'Inde d'exporter du minerai de fer ont contribué à l'envolée des prix. Le cours du minerai de fer a ensuite plongé de 26 % entre février et juin 2013, en grande partie sous l'effet de la contraction de la demande d'acier provenant des secteurs manufacturiers et de la construction en Chine. Cependant, en juillet et août 2013, le marché du minerai de fer s'est redressé grâce à une croissance plus forte que prévue de l'économie chinoise et aux perspectives optimistes sur une reprise économique mondiale. Le cours du minerai de fer s'est stabilisé autour de 133 dollars la tonne dans les deux mois suivants.

28. S'agissant du marché des métaux précieux, le cours de l'or est resté orienté à la baisse au cours des sept premiers mois de 2013, passant de 1 747 dollars l'once troy en octobre 2012 à 1 671 dollars en janvier 2013 puis à 1 287 dollars en juillet 2013, son niveau le plus bas depuis octobre 2010. Parmi les principaux facteurs ayant contribué à cette baisse figurent les sorties importantes de fonds indiciels cotés, en réponse aux perspectives économiques plus encourageantes aux États-Unis et dans l'attente d'une réduction progressive du programme d'assouplissement quantitatif de la Réserve fédérale des États-Unis. En juin 2013, les fonds indiciels cotés avaient chuté de 33 % par rapport à leur niveau record d'avril 2011. Toutefois, en raison des risques géopolitiques mondiaux provoqués par la crise syrienne et des craintes suscitées par la paralysie du Gouvernement des États-Unis, le cours de l'or a augmenté de 5 % entre juillet et septembre 2013. La décision annoncée par la Réserve fédérale en septembre de maintenir tel quel son programme d'achat d'obligations a surpris le marché et a également contribué à soutenir le cours de l'or. En octobre 2013, le prix mensuel de l'or était en moyenne de 1 316 dollars l'once troy.

---

<sup>13</sup> Groupe d'étude international du plomb et du zinc, 2013, communiqué de presse, 23 juillet, disponible à l'adresse: <http://www.ilzsg.org> (consultée le 23 janvier 2014).

**Encadré 1****Perspectives sur les marchés mondiaux de produits de base non pétroliers: le supercycle des produits de base touche-t-il à sa fin?**

Il est difficile de prévoir ce qu'il adviendra sur les marchés mondiaux de produits de base. Les conditions économiques et politiques qui règnent au niveau mondial déterminent l'évolution de ces marchés, ce qui fait que, comme on l'a observé récemment, les variations des facteurs politiques et économiques sont sources d'instabilité sur les marchés. Les marchés mondiaux de produits de base ont suivi une tendance baissière ces derniers mois, bien que les prix soient restés élevés par rapport à leur évolution à long terme. La baisse générale des prix enregistrée depuis 2011 sur certains importants marchés de produits de base laisse craindre à de nombreux pays en développement à faible revenu tributaires de ces produits que la flambée des prix des matières premières ne soit terminée. Par exemple, si la tendance à la baisse observée sur les marchés des minéraux, minerais et métaux persiste, elle va peser négativement sur les budgets des pays exportateurs de métaux, en particulier ceux des pays les moins avancés, qui dépendent fortement des recettes tirées des exportations de produits de base.

En outre, la baisse des prix des métaux industriels a suscité des débats sur la question de savoir si ce qu'il est convenu d'appeler le supercycle des produits de base a pris fin. En d'autres termes, l'envolée des prix des produits de base date-t-elle d'une époque révolue? Ces prix sont-ils susceptibles de revenir à leurs niveaux d'avant 2003 dans les années à venir? Les opinions divergent à ce sujet. D'après certains observateurs, la phase d'expansion du supercycle des produits de base, amorcée il y a environ dix ans, devrait durer encore quelques années. Cette école de pensée soutient que les pays émergents comme la Chine et l'Inde poursuivront une trajectoire de croissance soutenue, ce qui devrait permettre aux prix des produits de base de rester fermes. D'autres soutiennent que l'économie mondiale est entrée dans une nouvelle phase de croissance plus calme et plus stable, et que ces prix demeureront supérieurs à leurs niveaux d'avant 2003. Les tenants de cette thèse croient que les prix des produits de base en vigueur avant 2003 appartiennent au passé. Enfin, certains analystes estiment que la phase d'expansion du cycle des produits de base a pris fin et que de nouvelles baisses de prix devraient se produire. La restructuration actuelle de l'économie chinoise pourrait, dans une certaine mesure, soutenir ce point de vue.

Indépendamment des opinions exprimées ci-dessus et malgré le récent fléchissement des marchés de produits de base, les prix vont probablement rester élevés, du moins à court et à moyen terme. Par conséquent, certains problèmes liés à ces prix élevés requièrent notre attention, en particulier dans le cadre du programme de développement pour l'après-2015, notamment la contribution des petits agriculteurs des pays en développement à la sécurité alimentaire, la diversification économique visant à réduire la dépendance excessive vis-à-vis des produits de base et l'utilisation efficiente des gains exceptionnels provenant des produits de base dans les pays en développement riches en ressources naturelles pour placer leur économie sur une trajectoire de croissance générale durable.

**3. Énergie**

29. Le pétrole, le gaz naturel et le charbon ont continué à dominer le bouquet mondial des énergies primaires, malgré une diminution de leur part cumulée. Les données de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) montrent qu'en 2011, ces trois produits représentaient globalement 81,6 % de l'approvisionnement mondial en énergie primaire et 66,4 % de la consommation mondiale d'énergie primaire, en baisse par rapport à 1973,

année où ils représentaient 86,6 % et 75,8 %, respectivement<sup>14</sup>. D'une manière plus spécifique, la part du pétrole dans cet approvisionnement et dans cette consommation a diminué de façon significative en une quarantaine d'années, en faveur du gaz naturel et d'autres combustibles. En revanche, l'offre d'énergies renouvelables (y compris d'hydroélectricité) a régulièrement augmenté ces deux dernières décennies, bien que la part de ce type d'énergie dans l'approvisionnement total en énergie primaire soit restée relativement stable autour de 12 % à 13 %, selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)<sup>15</sup>.

#### *Pétrole brut*

30. Comme en 2012, la demande mondiale de pétrole devrait augmenter de 1,2 % pour atteindre 91 millions de barils par jour (b/j) en 2013<sup>16</sup>, sous l'impulsion principalement des pays non membres de l'OCDE, en particulier des pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, où la demande atteindra 3 % ou plus. Inversement, la demande des pays de l'OCDE devrait continuer à se contracter de 0,5 %, en dépit de la hausse prévue de la demande en Amérique continentale. Selon l'AIE, la part des pays non membres de l'OCDE dans la demande mondiale de pétrole dépassera celle des pays de l'OCDE en 2014.

31. Au cours des trois premiers trimestres de 2013, l'offre mondiale de pétrole a été marquée par une hausse de la production dans les pays non membres de l'OPEP et, à l'inverse, par une baisse de la production dans les pays de l'OPEP. Selon les prévisions, l'offre des pays non membres de cette organisation, avec la Fédération de Russie et les États-Unis en tête, atteindrait 54,66 millions de b/j en 2013, contre 53,36 millions de b/j en 2012 (soit une hausse de 2,4 %). Les nouvelles techniques d'exploitation du gaz de schiste ont permis d'augmenter la production de pétrole léger aux États-Unis. Au cours des deuxième et troisième trimestres de 2013, la production de pétrole a en effet progressé dans ce pays pour dépasser 10 millions de b/j, son plus haut niveau depuis des décennies. L'AIE prévoyait que les États-Unis rattraperaient la Russie et deviendraient le plus grand pays producteur de pétrole non membre de l'OPEP en 2014.

32. Pendant les dix premiers mois de 2013, le cours du pétrole est resté élevé et plus stable qu'en 2012 (fig. 4). Le prix au comptant moyen du pétrole brut Brent, principal étalon mondial, était de 109 dollars, seulement 3 % de moins que le prix moyen (112 dollars) des dix premiers mois de 2012 et 38 % de plus que le prix moyen des dix dernières années (79 dollars)<sup>17</sup>. Le prix moyen mensuel du Brent a fluctué entre 103 et 116 dollars le baril, une fourchette plus étroite qu'en 2012, lorsque l'écart entre le plus bas et le plus haut prix moyen mensuel avait été de 29 dollars.

33. Dans les deux premiers mois de 2013, le cours du pétrole s'est redressé sur fond de reprise des marchés financiers. Le fait que les États-Unis ont réussi à éviter le mur budgétaire et que les données économiques concernant les principaux pays consommateurs de pétrole sont encourageantes a rétabli la confiance dans la croissance économique mondiale et dopé la demande de pétrole. L'optimisme du marché conjugué à la hausse des risques géopolitiques (les tensions suscitées par le programme nucléaire de la République islamique d'Iran, par exemple) ont également incité les investisseurs à procéder à des

<sup>14</sup> Agence internationale de l'énergie, 2013, *Key World Energy Statistics 2013* (Paris, OCDE).

<sup>15</sup> OCDE, World – renewable and waste energy supply, base de données Renewables Information Statistics de l'AIE (consultée le 11 novembre 2013).

<sup>16</sup> Agence internationale de l'énergie, 2013, Oil Market Report, 14 novembre (voir l'adresse: <http://www.iea.org/>, OCDE).

<sup>17</sup> La moyenne décennale correspond au prix au comptant moyen du Brent entre novembre 2003 et octobre 2013.

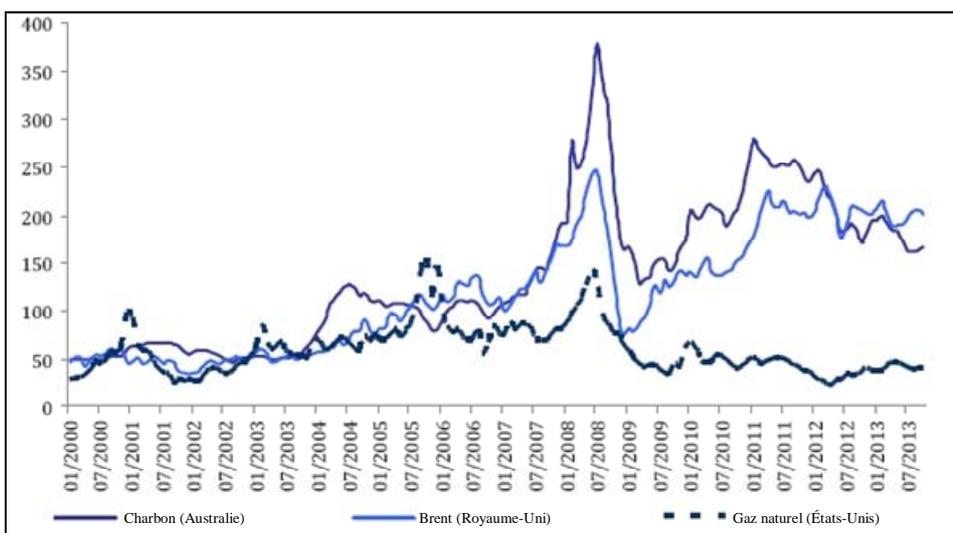
achats spéculatifs sur le marché à terme du pétrole. Le prix du Brent est ainsi remonté à 116 dollars le baril en février 2013.

34. La tendance haussière a toutefois été inversée dans les mois suivants et, en avril 2013, le prix du Brent est redescendu à 103 dollars le baril. Plusieurs facteurs défavorables ont contribué à cette baisse: les résultats économiques moins bons que prévu en Chine et aux États-Unis, la crise économique prolongée de la zone euro, une demande saisonnière plus faible en raison des travaux d'entretien des raffineries, l'augmentation de la production de brut et le raffermissement du dollar des États-Unis.

35. Après une période relativement stable durant laquelle le cours du Brent a oscillé autour de 103 dollars pendant trois mois, une hausse significative s'est produite au troisième trimestre de 2013. Le prix du pétrole a alors augmenté de 9 %, passant de 103 dollars en juin à 112 dollars en septembre. Les tensions géopolitiques engendrées par les troubles politiques en Égypte et la crise des armes chimiques en République arabe syrienne, conjuguées aux problèmes d'approvisionnement rencontrés en Libye, en Irak et en mer du Nord, ont exercé une pression à la hausse sur le cours du pétrole. Au troisième trimestre de 2013, la production libyenne n'a été que de 0,62 millions de b/j, soit seulement 47 % de la production du trimestre précédent. En outre, l'augmentation de la demande des raffineries, qui a atteint un niveau historique en juillet 2013, et le regain des spéculations sur une hausse du cours du pétrole ont également accentué la tendance haussière des prix<sup>18</sup>.

Figure 4

**Indices des prix du pétrole brut, du gaz naturel et du charbon,  
janvier 2000-octobre 2013**  
(2005=100)



Source: Fonds monétaire international, Statistiques financières internationales.

36. En octobre 2013, le prix du pétrole a reculé par rapport à septembre, passant à 110 dollars, devant une accalmie des préoccupations géopolitiques et une stabilisation des fondamentaux du marché. Le rétablissement partiel de la production libyenne au début d'octobre, la hausse de l'offre de pétrole de la mer du Nord, la baisse de la demande des

<sup>18</sup> Intercontinental Exchange Brent hedge funds posted record net-long positions between 30 July and 3 September 2013. (Voir l'Agence internationale de l'énergie, 2013, Oil Market Report, 12 septembre, OCDE, disponible à l'adresse: <http://www.iea.org/>.)

raffineries en raison de travaux d'entretien et la faiblesse des marges ont pesé sur le cours du pétrole.

37. Il convient de noter que l'écart entre le cours du Brent et celui du West Texas Intermediate (WTI), l'étalon utilisé aux États-Unis, s'est amenuisé entre février et juillet 2013. La différence entre les prix mensuels moyens du Brent et du WTI n'était plus que de 3 dollars le baril en juillet, alors qu'elle était de 21 dollars en février. Ce phénomène s'explique en partie par l'amélioration des infrastructures servant à transporter le pétrole, comme l'expansion de l'oléoduc Seaway qui a contribué à réduire l'engorgement à Cushing, en Oklahoma, le centre de stockage du pétrole aux États-Unis et le point de livraison du WTI. La hausse de la demande des raffineries dans ce pays, la baisse des stocks et la réduction de l'offre de pétrole canadien ont également contribué au redressement du prix du WTI. Celui-ci a en conséquence progressé d'environ 9 dollars le baril à partir de février 2013, pour atteindre 105 dollars en juillet 2013, alors que le cours du Brent baissait quant à lui de 9 dollars par rapport à son niveau de février 2013.

#### *Gaz naturel*

38. Les prix du gaz naturel ont continué à présenter des différences notables d'une région à l'autre en 2013, en raison de la disparité des mécanismes de fixation des prix. Pendant les dix premiers mois de l'année, le prix moyen du gaz naturel liquéfié en provenance d'Indonésie, qui approvisionne le marché asiatique, s'élevait à 17,30 dollars le million d'unités thermiques britanniques (MMBtu), soit près de cinq fois le prix moyen aux États-Unis, tandis que celui du gaz naturel russe, principalement exporté vers le marché européen, était environ trois fois plus élevé qu'aux États-Unis.

39. Alors que les prix moyens du gaz naturel russe et indonésien ont reculé pendant les dix premiers mois de 2013<sup>19</sup>, le prix au comptant du gaz naturel sur le Henry Hub – étalon majeur utilisé sur le marché nord-américain – s'est redressé par rapport au prix très bas atteint en 2012. Entre janvier et octobre 2013, le prix moyen était de 3,69 dollars le MMBtu, soit 41 % de plus que le prix moyen pendant la même période en 2012. Il restait cependant inférieur de 11 % au prix moyen des dix premiers mois de 2011.

40. Sous l'effet de l'amélioration des fondamentaux du marché, le prix du gaz naturel aux États-Unis a atteint 4,17 dollars en avril 2013, son niveau le plus haut depuis vingt et un mois, en hausse de 25 % par rapport à janvier et février. L'augmentation de la demande par suite d'un refroidissement des températures, la contraction de l'offre résultant du ralentissement de la production de gaz naturel sec aux États-Unis et la réduction des réserves ont contribué à cette hausse. Selon l'Administration de l'information sur l'énergie des États-Unis, à la fin de mars 2013, le niveau des réserves de gaz naturel est tombé en-dessous de la moyenne quinquennale pour la première fois depuis août 2011.

41. Le cours du gaz aux États-Unis suit toutefois une tendance baissière depuis mai 2013. Après avoir régulièrement diminué pendant quatre mois, il s'élevait à 3,43 dollars en août 2013, en baisse de 18 % par rapport au niveau élevé atteint en avril. Ce phénomène s'explique en grande partie par des températures estivales plus fraîches que d'habitude et par le nombre moins élevé d'arrêts de la production dans les centrales nucléaires, ce qui a fait chuter la demande de gaz naturel. La reconstitution des réserves a également contribué au repli des prix. En août 2013, le niveau de ces réserves est passé au-dessus de la moyenne quinquennale pour la première fois depuis mars 2013<sup>20</sup>. En septembre et octobre 2013,

<sup>19</sup> Les prix moyens du gaz naturel russe et indonésien ont diminué d'environ 7 et 6 %, respectivement, par rapport à la même période en 2012.

<sup>20</sup> Administration de l'information sur l'énergie des États-Unis, 2013, Short-term energy outlook: Market prices and uncertainty report, septembre.

le cours du gaz naturel s'est partiellement redressé, en raison de l'augmentation des travaux d'entretien saisonniers de certaines centrales nucléaires et en prévision de la demande calorifique hivernale.

42. Aux États-Unis, devant la remontée du cours du gaz naturel et la diminution du cours du charbon en 2013, les centrales électriques sensibles aux coûts ont davantage utilisé le charbon pour produire leur électricité. Selon l'Administration de l'information sur l'énergie des États-Unis, l'électricité produite grâce au gaz naturel devrait représenter 27 % de l'électricité totale produite en 2013, contre 30 % en 2012<sup>21</sup>. Dans le même temps, la part de l'électricité produite grâce au charbon devrait passer de 37 % en 2012 à 39 % en 2013, même si elle reste bien en-deçà de la part habituelle de 48 % à 51 % qu'elle représentait entre 2001 et 2008.

43. Dans le *Annual Energy Outlook 2013*, l'Administration de l'information sur l'énergie des États-Unis prévoit que la production de gaz naturel augmentera aux États-Unis d'environ 1 % par an de 2011 à 2040, grâce principalement au gaz de schiste. En 2040, le gaz de schiste devrait représenter la moitié de la production totale de gaz naturel aux États-Unis, contre 34 % en 2011. La révolution du gaz de schiste dans ce pays a radicalement modifié sa situation énergétique et a eu un impact profond sur le marché international de l'énergie<sup>22</sup>. En outre, le prix relativement bas du gaz naturel a accru la compétitivité de l'industrie manufacturière aux États-Unis et a stimulé l'investissement et l'emploi, en particulier dans les secteurs à forte intensité énergétique.

#### *Charbon*

44. Le marché du charbon thermique, principal combustible utilisé pour la production d'électricité, a suivi une tendance baissière pendant une bonne partie de l'année 2013. Au cours des dix premiers mois, le prix au comptant moyen du charbon thermique australien de Newcastle, étalon utilisé sur le marché asiatique, était de 91 dollars la tonne, en baisse de 13 % par rapport à la même période en 2012, et était inférieur d'environ 11 dollars à la moyenne quinquennale<sup>23</sup>.

45. Après être tombé à 88 dollars la tonne en octobre 2012, son niveau le plus bas depuis trente-cinq mois, le prix du charbon thermique australien s'est redressé pour atteindre 102 dollars en février 2013, en raison notamment de l'augmentation de la demande saisonnière et des problèmes d'approvisionnement rencontrés en Australie par suite d'inondations. La tendance baissière est toutefois réapparue en mars 2013. Après avoir régulièrement diminué pendant six mois, le prix a atteint 82 dollars en août 2013, son niveau le plus bas depuis novembre 2009. L'abondance de l'offre de charbon thermique transporté par voie maritime, conjuguée au ralentissement de la croissance de la demande d'importations des marchés émergents asiatiques ont poussé les prix vers le bas. Un léger redressement du cours du charbon s'est produit en septembre et en octobre 2013, lorsque les compagnies d'électricité ont commencé à reconstituer leurs réserves avant l'hiver.

46. La baisse des prix et la hausse des coûts ont considérablement réduit les marges des compagnies minières de charbon. Certaines grandes sociétés minières ayant diversifié leurs activités extractives ont commencé à délaisser le charbon (Rio Tinto, par exemple)<sup>24</sup>. La plupart des analystes ne sont guère optimistes quant aux perspectives à court terme du

---

<sup>21</sup> Calculs effectués par la CNUCED d'après les données de l'Administration de l'information sur l'énergie des États-Unis, 2013, *Short-term energy outlook*, novembre.

<sup>22</sup> Voir le document TD/B/C.I./MEM.2/22 pour une analyse plus détaillée.

<sup>23</sup> Le prix moyen quinquennal du charbon thermique concernait la période allant de novembre 2008 à octobre 2013.

<sup>24</sup> BBC, 2013, *Rio Tinto to sell stake in Australian coal mine for \$1bn*, 28 octobre, disponible à l'adresse: <http://www.bbc.co.uk/news/business-24705754> (consultée le 24 janvier 2014).

prix du charbon thermique. Un récent rapport de Goldman Sachs indique par exemple que la majorité des investisseurs auraient du mal à obtenir un rendement positif de projets qui concernent le charbon thermique, car la demande de charbon thermique transporté par voie maritime diminuera sous l'effet des changements structurels prévus, à savoir l'adoption de règlements environnementaux plus stricts, la forte concurrence exercée par le gaz et les énergies renouvelables, et l'amélioration de l'efficacité énergétique<sup>25</sup>.

#### *Énergies renouvelables*

47. La part des énergies renouvelables (y compris de l'hydroélectricité) dans la consommation mondiale d'énergie primaire a atteint un niveau record de 8,6 % en 2012, contre 8,2 % un an plus tôt. En particulier, la consommation d'énergies renouvelables autres que l'hydroélectricité a enregistré un taux de croissance de 15 %, le taux le plus élevé des sources d'énergie<sup>26</sup>.

48. Les énergies renouvelables jouent un rôle de plus en plus important pour la production d'électricité et, dans une moindre mesure, pour le transport et le chauffage. La principale énergie renouvelable, l'hydroélectricité, a ainsi augmenté de 4,3 % en 2012 et représentait 16,3 % de la production mondiale d'électricité. La Chine est le plus grand consommateur d'hydroélectricité du monde (23,4 % du total mondial), suivie par le Brésil et le Canada. La production d'électricité par des sources renouvelables autres que l'énergie hydroélectrique a continué de croître rapidement en 2012, dépassant pour la première fois 1 000 térawatts-heure. S'il est vrai que la part des énergies renouvelables autres que l'hydroélectricité dans la production mondiale d'électricité a été faible (4,7 % en 2012), celles-ci ont néanmoins contribué à hauteur de 31 % à la croissance de la production enregistrée cette année-là.

49. Les énergies éolienne et solaire ont grandement contribué à l'essor des énergies renouvelables autres que l'hydroélectricité. En 2012, la production d'énergie éolienne a augmenté de 18 % et représentait environ la moitié de l'électricité produite à partir d'énergies renouvelables autres que l'hydroélectricité. Bien que les États-Unis aient été le premier consommateur d'énergie éolienne, c'est la Chine qui a affiché la plus grande puissance éolienne installée totale. L'énergie solaire, dont l'Allemagne et l'Italie sont les principaux producteurs, représentait 8,9 % des énergies renouvelables autres que l'hydroélectricité en 2012; ce type d'énergie a connu une nouvelle année de croissance rapide (58 %). Les coûts de l'énergie solaire photovoltaïque ont encore diminué en 2012, sous l'effet de l'offre excédentaire. En conséquence, la puissance photovoltaïque installée totale a bondi de 43 % de 2011 à 2012.

50. La production mondiale de biocombustibles a quant à elle diminué de 0,4 % en 2012, la première baisse depuis l'an 2000. Au Brésil, la production a toutefois augmenté de 2,4 %, par suite d'une bonne récolte de canne à sucre. Cependant, aux États-Unis, le plus grand producteur de biocombustibles du monde (45 % du total mondial), la baisse de la demande d'essence ainsi que les problèmes techniques et économiques liés à l'introduction de plus de 10 % d'éthanol dans l'essence ont fait diminuer la production de 4,3 % en 2012.

<sup>25</sup> Goldman Sachs, 2013, *Rocks and Ores: The Window for Thermal Coal Investment Is Closing*, 24 juillet (voir l'adresse: <http://www.goldmansachs.com>).

<sup>26</sup> À moins d'avis contraire, les données de la présente section sont tirées du document BP, 2013, *Statistical Review of World Energy* (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) ou calculées par la CNUCED sur la base du guide régissant le présent examen. Les sources d'énergies renouvelables autres que l'hydroélectricité incluent le vent, le soleil, la géothermie, la biomasse et les déchets.

Malgré cette évolution à court terme, l'AIE prévoit que la production mondiale de biocombustibles augmentera de plus de 25 % entre 2012 et 2018<sup>27</sup>.

51. Après avoir atteint leur niveau le plus élevé en 2011, les investissements réalisés dans les énergies renouvelables et les combustibles (y compris dans les petits projets hydroélectriques) ont chuté de 12 %, passant à 244 milliards de dollars en 2012, sous l'effet principalement de l'incertitude régnant sur certains marchés clefs des pays développés. Cette tendance générale a toutefois occulté un fait exceptionnel: l'investissement dans les énergies renouvelables se déplace des pays développés vers les pays en développement. En effet, l'investissement total dans les pays en développement, qui augmente depuis 2004, a atteint 112 milliards de dollars en 2012, en hausse de 19 % par rapport à 2011. En revanche, l'investissement dans les pays développés a chuté à 132 milliards de dollars, en baisse de 29 % par rapport à 2011<sup>28</sup>. La Chine, l'Inde, l'Afrique du Sud et le Brésil figuraient au nombre des 10 principaux pays ayant réalisé de nouveaux investissements dans les énergies renouvelables en 2012.

## II. Questions de politique générale découlant de l'évolution récente des marchés

52. Le présent chapitre aborde certaines des principales questions de politique générale découlant de l'évolution récente des marchés de produits de base et présente certaines options de politique générale qui sont importantes pour le développement durable et la croissance équitable dans les pays en développement tributaires des produits de base. Sont abordées en particulier les politiques concernant la sécurité alimentaire, la création locale de valeur ajoutée et l'énergie durable.

### *Améliorer la sécurité alimentaire pour les plus démunis*

53. Le problème de la sécurité alimentaire, en particulier dans les pays importateurs nets de produits alimentaires à faible niveau de revenu, demeure au premier plan des préoccupations et doit rester prioritaire dans les débats concernant le programme de développement pour l'après-2015, étant donné la persistance de prix élevés des produits alimentaires et de l'énergie. Les politiques visant à garantir la sécurité alimentaire pour chacun doivent adopter une perspective plus générale qui englobe la protection sociale, le droit à l'alimentation et les droits de l'homme, ainsi que des questions de développement plus larges comme le rôle que les petits exploitants peuvent jouer dans le développement agricole et sur les marchés internationaux.

54. Un certain nombre d'options se présentent pour promouvoir la sécurité alimentaire mondiale. Les pays en développement peuvent tirer un parti important d'options compatibles avec celles prévues par l'Organisation mondiale du commerce (le traitement spécial et différencié, la «catégorie verte», la clause *de minimis*, les subventions aux intrants) afin de concilier les objectifs concernant les producteurs et les consommateurs (garantir un bon prix pour les producteurs tout en aidant financièrement certains consommateurs, ceux à faible revenu notamment). Il apparaît que certains progrès ont été faits dans ce domaine. Dans le cadre d'un accord adopté par l'Organisation mondiale du commerce à sa neuvième Réunion ministérielle de Bali en décembre 2013, une «clause de paix» transitoire a été acceptée sur la question de la détention de stocks publics à des fins de

<sup>27</sup> Agence internationale de l'énergie, 2013, Résumé, dans *Medium-Term Renewable Energy Market Report 2013*, 14–22 (Paris, OCDE).

<sup>28</sup> Frankfurt School of Finance and Management – Centre de collaboration pour le financement du climat et des énergies durables du Programme des Nations Unies pour l'environnement, *Global Trends in Renewable Energy Investment 2013* (Frankfurt).

sécurité alimentaire. D'après cette clause, les membres de l'Organisation mondiale du commerce s'abstiendront temporairement d'intenter un recours si un pays en développement excède ses limites pour la «catégorie orange» en raison des stocks qu'il maintient pour des raisons de sécurité alimentaire. Il est également nécessaire de renforcer l'intégration régionale, d'établir des règles qui suscitent une attitude de coopération parmi les pays en développement, et de faire en sorte que ces règles jouent le rôle qu'on en attend dans la gestion des crises alimentaires. En outre, les pays en développement doivent assurer un soutien aux producteurs nationaux pour renforcer leur aptitude à gérer les chocs touchant leur production. Ce soutien peut porter sur la recherche agricole, la lutte contre les parasites et les maladies ainsi que la commercialisation. Les pays vulnérables peuvent aussi envisager que des stocks de sécurité alimentaire fassent partie intégrante de leur stratégie de sécurité alimentaire. Ces stocks aideraient à atténuer les conséquences néfastes de l'augmentation des prix sur les marchés alimentaires internationaux pour les consommateurs locaux. En outre, la communauté internationale devrait faire cause commune pour une harmonisation multilatérale des normes en vue de mettre fin au protectionnisme déguisé et au dumping pratiqués par les grands exportateurs nets de produits alimentaires. Il est également fondamental que les organisations internationales continuent de jouer leur rôle en formulant des règles commerciales qui traitent différemment les pays selon qu'ils sont importateurs nets ou exportateurs nets de produits alimentaires étant donné leurs besoins différents.

*Politiques de contenu local permettant la rétention de valeur sur place en faveur des pays riches en ressources naturelles et à faible revenu*<sup>29</sup>

55. Bon nombre de pays riches en ressources naturelles et à faible revenu ne semblent pas avoir tiré pleinement parti de la conjoncture exceptionnelle liée aux prix élevés enregistrés par les produits de base au cours des dernières années<sup>30</sup>. Dans la mesure où les prix devraient rester solides sur les marchés des minéraux et des métaux, au moins à court et à moyen terme, ces pays doivent trouver des moyens convenables d'utiliser les recettes provenant de leurs ressources pour engager des projets de développement ambitieux. Une politique de contenu local qui assure des profits aux investisseurs étrangers, et en même temps poursuive des objectifs de croissance et de développement durables pour le pays, est une mesure à envisager. Elle peut nécessiter d'augmenter la fiscalité ou la part des bénéfices liés à la vente des ressources naturelles revenant à l'État afin de créer des emplois et de redistribuer ces recettes. Il importe également que des liens soient créés entre les entreprises multinationales présentes dans le secteur des produits de base et les fournisseurs locaux de biens et de services à divers stades de la chaîne de valeur des produits de base. Des politiques de cette nature pourraient jouer un rôle constructif dans le processus de développement durable en transférant vers les pays d'origine des capitaux, des compétences et du savoir-faire, facteurs essentiels pour promouvoir des liens productifs entre le secteur des produits de base et le reste de l'économie. Toutefois, la mesure dans laquelle les stratégies de contenu local contribuent au développement est fonction du contexte des politiques des pays d'origine, en particulier de la situation macroéconomique et structurelle, qui laisse à désirer dans bon nombre de pays riches en ressources naturelles et à faible revenu.

*Développement énergétique durable*

56. L'accès à une énergie durable et abordable est fondamental pour réduire la pauvreté et répondre aux changements climatiques. On estime qu'à l'échelle mondiale, 1,2 milliard de personnes vivent sans électricité et 2,8 milliards de personnes sans équipements

<sup>29</sup> Les politiques de contenu local sont abordées dans le document TD/B/C.I./MEM.2/26.

<sup>30</sup> Voir CNUCED, 2013, *Commodities and Development Report: Perennial Problems, New Challenges and Evolving Perspectives* (Genève, publication des Nations Unies).

modernes pour préparer les repas. L'étude récente de l'AIE montre que l'intensité de carbone de l'offre énergétique mondiale n'a guère évolué de 1990 à 2010, en dépit des tentatives d'adoption des énergies renouvelables<sup>31</sup>. Pour répondre à ces problèmes, le Secrétaire général des Nations Unies a lancé une initiative mondiale intitulée «Énergie durable pour tous». Cette initiative a pour objectifs de parvenir à un accès universel aux services énergétiques modernes, à doubler le taux d'amélioration de l'efficacité énergétique et à multiplier par deux la part des énergies renouvelables dans le bouquet énergétique mondial d'ici à 2030.

57. Le gaz naturel joue un rôle important dans la transition vers une économie à faible intensité de carbone. C'est ainsi qu'aux États-Unis, le gaz naturel bon marché gagne actuellement sur les centrales électriques à charbon et pourrait contribuer à une réduction significative des émissions de CO<sub>2</sub>. À court terme, le remplacement du charbon par le gaz dans la production d'électricité est largement tributaire des prix du gaz par rapport au charbon. À long terme, un certain nombre de facteurs comme les attentes de prix pour les combustibles, les progrès technologiques, les coûts opérationnels, le financement et la sécurité énergétique ont un effet important sur la prise de décisions. Pour renforcer la compétitivité des prix du gaz, les gouvernements doivent adopter des politiques appropriées concernant les émissions (notamment des programmes de droits d'émission) et augmenter l'offre de gaz par le commerce et/ou par l'extraction gazière. Le développement des ressources gazières non conventionnelles nécessite une bonne réglementation et doit tenir compte des problèmes d'environnement. Il y a des enseignements utiles à tirer de l'expérience des pays qui ont pris une certaine avance dans l'extraction du gaz non conventionnel. Les États-Unis ont lancé un programme d'aide technique sur le gaz non conventionnel pour mettre en commun des bonnes pratiques sur des aspects comme la gestion de l'eau, les émissions de méthane, la qualité de l'air, la délivrance de permis, la sous-traitance et l'établissement des prix afin de contribuer à augmenter l'offre mondiale de gaz et de faciliter le développement d'infrastructures connexes pour commercialiser cette offre<sup>32</sup>. Par ailleurs, les politiques publiques doivent veiller à ce que le développement du gaz naturel n'entrave pas la croissance des énergies renouvelables.

58. Le marché du charbon a été déprimé en 2013 en raison non seulement de prix plus bas mais aussi d'un certain nombre d'initiatives internationales visant à réduire les investissements dans de nouvelles centrales à charbon et la consommation de charbon. En juin 2013, dans le cadre de son plan d'ensemble de réduction de la pollution par le carbone, le Président des États-Unis a demandé que le pays n'accorde plus d'aide publique pour le financement public de nouvelles centrales à charbon à l'étranger, sauf rares exceptions (notamment le soutien financier pour des centrales à charbon dans des pays pauvres où il n'existe pas d'autre solution économiquement viable). Cette initiative a été rejointe plus tard par le Danemark, la Suède, la Norvège, la Finlande, l'Islande et le Royaume-Uni et par un certain nombre d'institutions multilatérales de développement dont la Banque mondiale, la Banque européenne d'investissement et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement. Dans son nouveau document stratégique sur l'énergie, la Banque mondiale s'est engagée à n'accorder de soutien financier à de nouveaux projets de production électrique utilisant le charbon qu'à titre exceptionnel. La Banque européenne d'investissement a annoncé qu'elle ne financerait plus de centrales électriques à charbon qui ne respectent pas certaines nouvelles normes en matière d'émissions.

<sup>31</sup> Agence internationale de l'énergie, *Tracking Clean Energy Progress 2013: IEA Input to the Clean Energy Ministerial* (Paris, OCDE).

<sup>32</sup> Secrétariat général de la présidence, Plan d'action présidentiel pour le climat, juin 2013, Washington, États-Unis.

59. Si ces initiatives envoient un message fort sur l'urgence d'une réduction des émissions de carbone, elles pourraient dans les faits avoir un effet limité du fait que la plupart des projets de centrale au charbon sont situés dans de grands pays émergents qui ne dépendent pas de sources extérieures pour financer leur consommation de charbon. D'aucuns s'inquiètent de ce que des pays en développement moins importants et plus pauvres, en particulier les pays les moins avancés, dont la contribution aux émissions mondiales est la plus faible, et où le développement économique et la réduction de la pauvreté sont compromis par le manque d'électricité, ne soient les plus touchés par ces nouvelles politiques en matière de prêts.

60. La Chine a pris des dispositions importantes en 2013 pour s'attaquer à l'augmentation des émissions de carbone et améliorer la qualité de l'air. D'après le plan d'action préventive et de lutte contre la pollution atmosphérique publié par le Conseil d'État chinois en septembre 2013, la part du charbon dans la consommation énergétique totale de la Chine sera réduite à moins de 65 % d'ici à 2017, tandis que la part de la consommation d'énergie non fossile sera portée à 13 %. La Chine a aussi commencé à expérimenter des mécanismes de marché pour ralentir la croissance des émissions. À la fin du mois de novembre 2013, trois mécanismes de droits d'émission sur les sept prévus avaient été créés. Le marché des droits d'émission de la province de Guangdong, qui devrait atteindre le deuxième rang mondial du point de vue du volume d'émissions traité, est entré en activité en décembre 2013<sup>33</sup>. Ces projets pilotes assureront des données d'expérience de première main pour la mise en place d'un mécanisme national de droits d'émission en Chine.

61. L'énergie renouvelable joue un rôle important pour améliorer l'accès à l'énergie et parvenir au développement durable dans les pays en développement. En 2012, de manière encourageante, les investissements dans les énergies renouvelables ont continué d'augmenter dans les pays en développement. En dehors des grands pays émergents, certains pays d'Amérique latine et d'Afrique ont aussi bénéficié d'investissements importants dans les énergies renouvelables. C'est ainsi que des projets dans le domaine des énergies renouvelables ont été réalisés au Pérou (éolien et solaire), en Uruguay (éolien), en Équateur (petits projets hydroélectriques), au Maroc (éolien et solaire), au Kenya (géothermie) et en Éthiopie (éolien). Néanmoins, bon nombre de ces pays en développement sont de nouveaux venus sur le marché des énergies renouvelables et les pays les moins avancés accusent un retard important. En 2012, l'Afrique a représenté 2,9 % de la consommation mondiale d'hydroélectricité et 0,6 % de la consommation mondiale d'énergies renouvelables autre que l'hydroélectricité<sup>34</sup>.

62. Des politiques appropriées, associées à une réduction des coûts de certaines technologies énergétiques propres (photovoltaïque solaire et éolien terrestre) pourraient stimuler les investissements dans les énergies renouvelables. Les pays en développement pourraient s'inspirer de la pratique et des enseignements des pays développés pour concevoir des mesures de soutien et des politiques adaptées pour répondre aux besoins de leur marché. Les mesures possibles sont notamment les tarifs de rachat, les programmes de certificats verts et les primes de rachat allouées par adjudication. L'évolution récente des investissements dans le domaine des énergies renouvelables dans les pays développés illustre aussi l'importance de politiques prévisibles dans ce domaine. En outre, une aide plus importante des pays développés dans les domaines du transfert de technologie et du financement et un renforcement de la coopération Sud-Sud sont importants pour le développement des énergies renouvelables dans les pays en développement.

---

<sup>33</sup> Reuters 2013, «Expected to be China's biggest, Guangdong carbon market begins briskly», 19 décembre, disponible à l'adresse: <http://in.reuters.com/article/2013/12/19/china-guangdong-carbon-idINL3N0JYOMS20131219> (consultée le 27 janvier 2014).

<sup>34</sup> BP (2013), *Statistical Review of World Energy* (Royaume-Uni).